



- Note aux organisations de la CGT

Le 28 novembre 2008

## Comment financer un vrai effort de relance économique ?

Le Patronat profite de la crise pour multiplier les plans de licenciement. Le Gouvernement semble peu à peu prendre conscience de l'ampleur de la crise dans laquelle sont engagées les économies des pays développés. Ils élaborent dans l'urgence des « plans de relance » dont le contenu est souvent discutable.

Les contre parties demandées aux entreprises et actionnaires ne sont pas claires. L'emploi et les salaires demeurent pour l'essentiel la variable d'ajustement, suppressions d'emplois, longues périodes de chômage technique, fermeture d'activités, délocalisations se succèdent et s'amplifient.

De plus ces « plans » sont largement financés par l'endettement, ce qui va alourdir la charge de la dette publique et relancer la croissance financière. D'autres leviers de financement peuvent être actionnés.

### **1. Il est possible de dégager plus de 100 milliards d'euros en mettant fin aux gâchis dans le budget de l'Etat**

- 70 milliards au titre de cadeaux fiscaux dont profitent surtout les plus riches (« niches fiscales ») ;
- 33 milliards au titre de prise en charge par l'Etat des cotisations sociales dites patronales.

#### **a. Les exonérations des cotisations sociales coûtent 33 milliards d'euros (28,9 milliards d'euros en 2007).**

On sait que ces exonérations sont contreproductives. Créant un « effet d'aubaine » pour les entreprises, elles ne génèrent pas beaucoup d'emplois ; en revanche, elles créent une « trappe à bas salaires » et pèsent sur la hausse des salaires : pour bénéficier du maximum d'exonérations, les entreprises ont intérêt à embaucher au niveau du Smic ; pour la même raison, elles ont intérêt à s'opposer à la hausse des salaires, car au-delà de 1,6 fois le Smic, il n'y a plus d'exonération.

Ces 33 milliards pourraient être utilisés pour abonder des fonds qui, sous le contrôle des salariés et leurs représentants, financeraient les projets créateurs d'emploi, de formation et d'investissement productif.

#### **b. Les « niches fiscales », appelées aussi « dépenses fiscales » coûtent 70 milliards d'euros (66 milliards en 2008).**

En réduisant celles-ci, l'Etat aura les moyens pour satisfaire les demandes sociales prioritaires et soutenir l'emploi, l'investissement productif et l'activité économique.

## **2. En 2007, pour 1 euro d'investissement, les entreprises ont versé plus d'1 euro de dividendes**

Pour l'ensemble des entreprises des secteurs industriels et de services (hormis les banques et compagnies d'assurance), nous avons au total :

- 209 milliards d'investissement ;
- 227 milliards de versements aux propriétaires, principalement sous la forme de dividendes.

On peut changer cette situation scandaleuse, par exemple, à travers le système fiscal : pour chaque entreprise, l'impôt sur les sociétés pourrait être modifié en fonction de ses efforts en matière d'investissement productif et son comportement en matière de distribution des dividendes.

## **3. Les crédits bancaires**

Les crédits bancaires doivent aussi être mobilisés. Le plan de sauvetage du gouvernement ne crée pas de véritables contreparties : dans le meilleur des cas, les banques sont invitées à augmenter leurs volumes de crédit de 3 à 4 %.

C'est dérisoire par rapport aux besoins. De plus, rien n'est prévu sur le contenu et la nature de ces crédits. Ainsi, les crédits bancaires pourraient être utilisés à des fins financières voire spéculatives.

Pour remédier à ce problème, au moins deux pistes existent :

- moduler les taux d'intérêt en fonction de l'usage qui sera fait des crédits : ceux destinés à l'emploi et à l'investissement productif seraient plus bas. Inversement, les crédits destinés à d'autres fins seraient plus chers.

Ce mécanisme pourrait être renforcé par un système d'intérêts bonifiés, la puissance publique prenant en charge une partie voire l'intégralité des charges d'intérêt selon la nature des projets ;

- établir un pôle financier public pour mettre en réseau les capacités des institutions comme la Banque de France, la Caisse des dépôts, la Banque postale, l'Oséo... L'objectif étant, là aussi, de faciliter le financement des projets créateurs d'emploi et d'investissement productif, surtout pour les PME.